

ONZE ANS APRÈS SON ÉVICTION DU GOUVERNEMENT

Abdelatif Benachenhou évoque ses divergences avec Bouteflika

Lors de sa dernière sortie médiatique, l'ancien ministre des Finances, Abdelatif Benachenhou, qui, de même, fait autorité dans les milieux économiques, s'est inscrit en porte-à-faux de la politique économique suivie par le gouvernement, la loi sur la monnaie et le crédit, la liquidation de Khalifa Bank, la révision en 2009 des conditions de l'investissement étranger en Algérie.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)
- En s'exprimant sur les colonnes du quotidien arabophone *Echorouk*, M. Benachenhou a déclaré que son éviction du gouvernement en mai 2001 «n'était pas à 100 % à cause du plan triennal de relance économique (7,5 milliards USD). C'est parce qu'un ministre des Finances ne peut dire oui tout le temps mais doit avoir à prioriser les priorités». Et de préciser : «Ma sortie du

gouvernement était à cause d'un différend sur l'amendement de la loi sur la monnaie et le crédit de 1990 dont j'ai entamé le chantier en 2000».

Un projet que Benachenhou a eu à entamer en 2000 lorsqu'il était membre du gouvernement d'Ali Benflis.

L'ancien ministre qui, par moments, a usé d'un langage diplomatique, explique encore : «Dès mon intégration dans le gouvernement, j'ai dit qu'il faut amender le texte. Mais lorsque j'ai échoué, je me suis retiré. C'est moi, je ne suis pas sorti contre le président comme c'était répandu.» Sans donner plus de précisions sur sa vision pour une politique monétaire plus efficace.

Même s'il a insisté plus loin sur son opposition à la politique suivie : «Dire que je me suis opposé aux investissements publics est un mensonge. Mais un ministre des Finances qui ne dit pas son mot n'a qu'à aller... jouer. Il doit dire non lorsqu'il est nécessaire. Il faut dire la vérité au peuple, plutôt pour



Abdelatif Benachenhou.

l'intérêt du pays. C'est ça la politique dans son aspect moral.»

«Le problème ne réside pas dans l'accord d'association»

Il a décortiqué la crise économique secouant les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), une crise qui, à le croire, se répercutera gravement sur l'Algérie. «Les principaux partenaires de l'Algérie sont les plus touchés par la crise de l'euro», soulignera M. Benachenhou en s'interrogeant : «Pourquoi nous

ne renforçons pas nos relations économiques avec l'Allemagne et les pays émergents ? La crise en Allemagne et dans les pays du nord de l'Europe par exemple n'est pas de la même teneur que dans le sud de l'Europe. L'Allemagne a bénéficié mieux que les autres de la monnaie unique. C'est pour l'intérêt du pays, à moyen et à long terme. Que fera l'Algérie si ses partenaires (ceux de la rive Sud) avec lesquels elle a conclu des contrats à long terme se dirigent vers les marchés libres pour

avoir un gaz à bas prix ?» L'économiste a également parlé géostratégie : «Ce qui se passe en Libye relève d'un plan stratégique qu'exécutent les grandes puissances de ce monde pour revoir la carte de l'Afrique du Nord pour des raisons politiques et économiques. Et tout ça aura des répercussions aussi bien politiques qu'économiques sur l'Algérie.»

Il revient enfin sur l'échec de l'accord d'association avec l'Union européenne. Un échec dû, selon l'économiste, aux contradictions entre la politique de commerce extérieur et celle de l'investissement. Ses explications : «Le problème ne réside pas dans l'accord lui-même. J'étais l'un de ses fervents défenseurs. Le délai accordé pour le démantèlement tarifaire était suffisant pour diversifier l'économie. Sauf que nous n'avons pas tracé une politique économique et financière claire et à la hauteur du défi. L'investissement dans les infrastructures n'est pas suffisant. Et au lieu d'encourager les investissements productifs aussi bien les IDE qu'internes, le gouvernement l'a enfreint à travers cette règle des 51/49.»

L. H.

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

«L'Afrique doit compter sur ses propres capacités», selon Rachid Benaïssa

Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne III, Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a déclaré que la Conférence internationale sur la désertification qui se tiendra cette fin de semaine permettra aux pays participants de recentrer le débat sur le fléau. Pour le ministre, l'Afrique doit compter sur ses propres capacités avant de faire appel à l'aide internationale, selon les recommandations du Nepad.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - S'agissant de la lutte contre la désertification, pour Rachid Benaïssa, l'aide internationale reste nettement en deçà des besoins exprimés sur le terrain.

«Les engagements internationaux restent très faibles... chaque pays doit donc enclencher à son niveau des actions structurelles pour lutter contre le fléau de la désertification que cela soit en Afrique ou dans d'autres continents», a déclaré le ministre. Il précisera, par ailleurs, que les effets de la sécheresse en Afrique en plus de l'instabilité fragilisent ces régions.

La rencontre internationale, qui se tiendra cette fin de semaine sur le thème de la désertification, permettra,

selon l'invité de la radio, de faire le point sur ce qui a été réalisé au niveau des pays concernés. Hormis les aides, les expériences doivent être largement diffusées, a souligné le ministre de l'Agriculture. La réunion prévue cette semaine se tient, par ailleurs, en prévision de la 10^e conférence internationale qui aura lieu en Corée du Sud au mois d'octobre prochain. Il s'agira ainsi, explique Rachid Benaïssa, de statuer pour une position africaine commune.

Répondant aux questions de la journaliste de la Chaîne III concernant la disponibilité de produits alimentaires au cours du mois de Ramadan, le ministre de l'Agriculture a assuré que les fruits et légumes «étaient largement



Rachid Benaïssa.

disponibles et de bonne qualité». S'agissant des prix qui ont connu une hausse vertigineuse au cours du mois sacré, le ministre n'apportera pas plus de précisions et dira seulement que les prix des produits de large consommation n'ont pas connu de hausse. Il insistera, cependant, sur la nécessité d'introduire massivement la technologie dans le secteur de l'agriculture en vue de son

industrialisation. Il citera de ce fait le programme de renforcement des capacités humaines qui concerne notamment la formation de 200 000 agriculteurs.

Rachid Benaïssa terminera son intervention en augurant une bonne saison agricole en raison notamment des premières pluies tombées en ce début du mois de septembre.

F.-Z. B.

BOUIRA Un terroriste abattu à Saharidj

Dans la nuit d'avant-hier, les militaires embusqués non loin de la localité des Béni Oualbane, au nord-ouest de Saharidj, à 50 km à l'est de Bouira, dans la daïra de M'chédallah, ont réussi à mettre hors d'état de nuire un terroriste et à en blesser un autre, apprend-on de sources sûres.

Selon nos sources, il était 22 heures, quand quatre terroristes appartenant au groupe qui fait l'objet d'un encerclement sans faille depuis plus de 20 jours, avaient essayé de sortir de leurs tanières et fuir l'étai qui se resserrait de plus en plus sur eux.

Arrivés non moins de la RN 30, près du village des Ath-Oualbane, les militaires qui étaient embusqués dans les parages ont commencé à ouvrir le feu sur eux.

Un échange de coup de feu a eu lieu pendant une quinzaine de minutes puis plus rien. Les terroristes avaient réussi à prendre la fuite en emportant avec eux leurs blessés.

Ce n'est que le lendemain matin que les militaires ont découvert le corps du terroriste abattu, alors que des traces de sang indiquaient clairement que les terroristes, lors de leur retraite, avaient emporté avec eux au moins un blessé, dont on ignore la gravité.

En tout cas, les terroristes qui se sont repliés ne pouvaient plus échapper à l'étai et au bouclage parfait du périmètre par les militaires.

Hier, pendant la matinée, les militaires qui coordonnaient leurs actions sur tout le périmètre, continuaient leur avancée prudente vers le lieu dit Ighil Iguenni où furent repérés, dès le premier jour, une vingtaine de terroristes.

H. M.